



45, rue Kléber  
92300 LEVALLOIS- PERRET

# **Association pour le Développement de la Formation Professionnelle dans les Transports (AFT)**

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

## **Association pour le Développement de la Formation Professionnelle dans les Transports (AFT)**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 82 rue Cardinet 75017 Paris

N° SIREN : 775 692 015

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association pour le Développement de la Formation Professionnelle dans les Transports (AFT),

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour le Développement de la Formation Professionnelle dans les Transports (AFT) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe 4 de la note « 3. Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les modalités de perception de la taxe affectée dans le cadre des articles L.421-55 du code des impositions sur biens et services et L.3314-4 du code des transports et de la convention signée avec les Ministères concernés.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, le 4 juin 2025

Jérôme EUSTACHE

Associé



## **ASSOCIATION A.F.T.**

Annexe  
aux comptes annuels de l'exercice 2024

Date de clôture : 31/12/2024

Ce document comporte 19 pages y compris celle-ci

---

## **ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2024**

---

### **S O M M A I R E**

#### **PREAMBULE**

#### **A. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

1. EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE
2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

#### **B. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**

1. BILAN ACTIF
2. BILAN PASSIF

#### **C. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**

#### **D. AUTRES INFORMATIONS**

## **PREAMBULE**

### **A - Objet social de l'association**

L'association a pour objet de développer la formation dans les transports, la logistique, les activités liées à la mobilité. A cette fin, l'AFT, notamment :

- > gère la Ressource qui lui est affectée et qui est destinée à financer le développement des actions de formation professionnelle dans les transports routiers,
- > soutient l'activité de l'Education Nationale et des opérateurs de formation engagés dans le champ d'action défini ci-dessus,
- > assure une mission générale d'information des publics et des entreprises.
- > mène les actions visant, dans ces secteurs, à améliorer la qualification des personnes, consolider l'emploi, conforter l'hygiène et la sécurité, notamment routière, favoriser l'innovation et le développement durable, à accompagner l'évolution sociétale et, de façon générale, à prendre toute initiative contribuant à ces démarches.

### **B - Nature et périmètre de l'activité de l'association**

L'AFT répartit la ressource qui lui est affectée et qui est destinée à financer le développement des actions de formation professionnelle dans les transports routiers qui concourt en priorité au financement, d'une part, des formations qualifiantes et, d'autre part, des formations professionnelles obligatoires des conducteurs routiers telles qu'instituées au plan législatif, réglementaire et conventionnel.

Par ailleurs, sans que cette énumération ait un caractère limitatif, l'association peut :

- > conclure avec d'autres organismes ayant un objet semblable au sien tous accords utiles sous quelque forme et de quelque nature que ce soit;
- > entreprendre par tous moyens appropriés, toute action d'information et d'orientation utile à son objet en vue, notamment, de recruter des candidats, de faciliter le placement des anciens élèves et apprentis, et, plus généralement, de favoriser le développement de la formation professionnelle et de la promotion sociale dans les transports;
- > publier et diffuser des bulletins et des revues, des ouvrages d'enseignement, des documents d'information et des brochures, organiser des expositions et réunions publiques et privées;
- > recueillir les fonds nécessaires à l'exercice de son activité;
- > acquérir à titre onéreux, construire, prendre en location, posséder et administrer tous locaux destinés à l'administration de l'Association, à la réunion de ses membres et tous immeubles nécessaires à l'accomplissement du but poursuivi;
- > acquérir ou louer tous biens meubles et, notamment, tout matériel d'instruction et d'entraînement;
- > adhérer à toutes associations lorsque l'activité de ces associations est utile à la réalisation de son objet;
- > s'assurer les services du personnel nécessaire à son fonctionnement et à l'exercice de son activité.

L'association s'interdit toute activité de caractère politique ou religieux.

### **C - Moyens de l'association**

Pour mener ses missions, l'association emploie une centaine de collaborateurs implantés :

- > dans son siège social;
- > dans les délégations régionales;
- > dans les bureaux de son institut pédagogique.

## **A. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

### **1. EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE**

Les faits significatifs survenus au cours de l'exercice sont les suivants :

- > Légère augmentation de l'encaissement de la Taxe affectée de l'ordre de +0,4 M€ par rapport à l'exercice précédent.
- > Réduction du volume de demandes d'aide GAP (- 4303 demandes) et augmentation de leur financement +2,5 M€ : révision des barèmes en 05/2024 pour soutien de l'appareil de formation et barèmes incitatifs si réussite aux examens TP
- > Augmentation du report en fonds dédiés engagés de la Taxe affectée, et légère baisse des fonds libres d'engagement par rapport à l'exercice précédent

### **2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

- > NS



### 3. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- > Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général.
- > Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- > L'Association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général et ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif modifié par l'ANC n°2020-08.
- > Dans le cadre de la convention signée avec le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et le ministère des finances et des comptes public, la comptabilité de l'AFT intègre les flux financiers de taxe affectée sur les cartes grises. Cette ressource est collectée par le Trésor et affectée à l'association. A ce jour, il n'existe pas formellement de procédure public/privé permettant de corroborer la réalité et l'exhaustivité des cartes grises délivrées et donc les flux financiers reversés.

## B - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

### 1. BILAN ACTIF

#### Note n° 1 : Immobilisations – Amortissements pour dépréciation

Immobilisations incorporelles	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans

Immobilisations corporelles	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 40 ans
Agencements Bâtiments	Linéaire	11 à 30 ans
Véhicules d'instruction	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages divers	Linéaire	3 à 15 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

#### Principes, règles et méthodes comptables :

Il est fait application, depuis l'exercice clos le 31/12/2005, des règlements CRC2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CR2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

**Note n° 2 : Immobilisations – Mouvements**

<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>DEBUT</b>	<b>Augment° Reclassemts</b>	<b>Diminut° Reclassemts</b>	<b>FIN</b>
LOGICIELS	1 089 854	79 252	-	1 169 106
<b>IMMO. INCORPORELLES</b>	<b>1 089 854</b>	<b>79 252</b>	<b>-</b>	<b>1 169 106</b>
TERRAIN	5 292 000	-	-	5 292 000
<b>Terrain</b>	<b>5 292 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 292 000</b>
CONSTRUCTIONS	4 148 000	-	-	4 148 000
AMENAGEMENTS	493 123	3 092	-	496 215
<b>Constructions</b>	<b>4 641 123</b>	<b>3 092</b>	<b>-</b>	<b>4 644 215</b>
VEHICULES D'INSTRUCTION	20 886 395	1 893 117	202 992	22 576 520
MATERIEL D'ENSEIGNEMENT	421 055	22 410	-	443 465
MOBILIER D'ENSEIGNEMENT	-	-	-	-
<b>Installations techniques</b>	<b>21 307 450</b>	<b>1 915 527</b>	<b>202 992</b>	<b>23 019 985</b>
INSTALL AGENCTS DIVERS	404 109	-	-	404 109
MATERIEL DE TRANSPORT	20 180	-	20 180	-
MATERIEL DE BUREAU	393 014	7 290	-	400 304
MOBILIER	421 995	11 707	-	433 703
<b>Autres immobilisations</b>	<b>1 239 298</b>	<b>18 997</b>	<b>20 180</b>	<b>1 238 115</b>
IMMO. EN COURS	53 335	46 155	89 079	10 411
<b>Immobilisations en cours</b>	<b>53 335</b>	<b>46 155</b>	<b>89 079</b>	<b>10 411</b>
<b>IMMO. CORPORELLES</b>	<b>32 533 206</b>	<b>1 983 771</b>	<b>312 250</b>	<b>34 204 727</b>

Méthodes d'évaluation retenue :

les amortissements sont calculés sur la valeur brute des immobilisations, constituée du prix d'acquisition et le cas échéant des frais d'acquisition s'y rapportant.  
Aucune valeur vénale n'a été retranchée de la base amortissable.

**Note n° 3 : Amortissements pour dépréciations – Mouvements**

AMORTISSEMENTS	DEBUT	Augment° Reclassemts	Diminut° Reclassemts	FIN
LOGICIELS	987 854	67 687	-	1 055 541
<b>IMMO. INCORPORELLES</b>	<b>987 854</b>	<b>67 687</b>	<b>-</b>	<b>1 055 541</b>
CONSTRUCTIONS	987 288	151 667	-	1 138 954
AMENAGEMENTS	109 711	22 294	-	132 005
<b>Constructions</b>	<b>1 096 999</b>	<b>173 960</b>	<b>-</b>	<b>1 270 959</b>
VEHICULES D'INSTRUCTION	12 344 163	1 444 790	202 992	13 585 962
MATERIEL D'ENSEIGNEMENT	254 403	72 073	-	326 476
MOBILIER D'ENSEIGNEMENT	-	-	-	-
<b>Installations techniques</b>	<b>12 598 566</b>	<b>1 516 863</b>	<b>202 992</b>	<b>13 912 438</b>
INSTALL AGENCTS DIVERS	208 731	28 605	-	237 336
MATERIEL DE TRANSPORT	20 180	-	20 180	-
MATERIEL DE BUREAU	345 369	19 728	-	365 096
MOBILIER	299 408	36 669	-	336 077
<b>Autres immobilisations</b>	<b>873 687</b>	<b>85 002</b>	<b>20 180</b>	<b>938 509</b>
<b>IMMO. CORPORELLES</b>	<b>14 569 253</b>	<b>1 775 825</b>	<b>223 171</b>	<b>16 121 906</b>

**Note n° 4 : Immobilisations financières**

Montants en €	Début	Augment°	Diminutions	Fin
Titres de participations	-	-	-	-
Titres immobilisés	60 157 142	-	-	60 157 142
Prêts Construction	785 941	21 475	64 553	742 863
Dépôts & cautionnements	5 382	-	-	5 382
<b>TOTAL</b>	<b>60 948 465</b>	<b>21 475</b>	<b>64 553</b>	<b>60 905 387</b>

Méthodes d'évaluation retenue :

les titres de participation figurent à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

**Note n° 5 :        Liste des filiales et participations**

Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations :

<b>PARTICIPATIONS</b>	<b>Capitaux propres au 31/12/2024</b>	<b>Quote-part du capital en %</b>	<b>Valeur de la particip° dans l'association</b>	<b>C.A. HT du dernier exercice clos</b>	<b>Résultat Exercice 2024</b>	<b>Dividendes encaissés au cours de l'exercice</b>
<b>1-Filiales</b> ( + de 50% du capital détenu par l'AFT )  SCI DES CENTRES DE FORMATION TRANSPORT- LOGISTIQUE	90 663K€	76,24%	60 157K€	9 866K€	4 382K€	1 830K€
<b>2-Participations</b> (10 à 49% du capital détenu par l'AFT )						
<b>TOTAL</b>	<b>90 663K€</b>		<b>60 157K€</b>	<b>9 866K€</b>	<b>4 382K€</b>	<b>1 830K€</b>

**Note n° 6 : Provisions pour dépréciation sur titres de participations**

Néant

**Note n° 7 : Créances**

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations (1)	-		
Prêts (Prêts AIFC et intérêts en cours)	-		-
Autres	742 863	38 254	704 609
Créances de l'actif circulant			
Avances et acomptes fournisseurs	21 287	21 287	
Créances clients et comptes rattachés	59 386	59 386	
Autres	283 298	283 298	
Charges constatées d'avance	218 808	218 808	
<b>TOTAL</b>	<b>1 325 642</b>	<b>621 033</b>	<b>704 609</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-		

**Méthode d'évaluation retenue :**

les créances sont valorisées à leur valeur nominales. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Note n° 8 : Produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant brut
Fournisseurs: Acomptes versés	21 287
Clients : Factures à établir	29 957
Autres	-
<b>TOTAL</b>	<b>51 244</b>

**Note n° 9 : Charges constatées d'avance**

Charges constatées d'avance	Montant
Maintenance et hébergement informatique	107 426
Loyers divers (véhicules, matériels,...)	6 706
Abonnements et contrats relatifs à l'année 2024	50 041
Frais engagés divers en 2024 (frais de déplacements, cartes voeux...)	54 635
<b>TOTAL</b>	<b>218 808</b>

**Note n° 10 : Placements**

Les liquidités sont placées sur des Livrets Associations.

**Note n° 11 : Subventions de fonctionnement ( en euros )**

<b>Subventions</b>	<b>Montant</b>
Report 2023 - Subventions d'exploitation à recevoir	-637 191
Subventions accordées 2024	+ 600 917
Subventions reçues	-506 221
<b>Solde 2024 - Subventions restant à recevoir</b>	<b>-542 494</b>

Les subventions de fonctionnement non utilisées au cours de l'exercice devant faire l'objet d'un reversement aux conseils régionaux ou à l'Etat, sont comptabilisées au passif du bilan dans les comptes "Etat" et non en fonds dédiés.

## 2. BILAN PASSIF

### Note n° 12 : Fonds propres

Variation des fonds propres	En début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	51 808 729				51 808 729
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves	16 236 867				16 236 867
Report à nouveau	7 130 204	192 631			7 322 835
Excédent ou déficit de l'exercice	192 631	- 192 631	185 753		185 753
<b>Situation nette</b>	<b>75 368 431</b>	<b>-</b>	<b>185 753</b>	<b>-</b>	<b>75 554 184</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 800 341		365 312		9 165 653
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>84 168 772</b>	<b>-</b>	<b>551 064</b>	<b>-</b>	<b>84 719 837</b>



**Note n° 13 :       Autres fonds propres**

<b>Libellé</b>	<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise			
Subv. investissements immob. / biens non renouvelables non amortissables	-	-	-
Subv. investissements immob. / biens non renouvelables amortissables (1)	22 280 741	1 930 296	202 992
<b>TOTAL</b>	<b>22 280 741</b>	<b>1 930 296</b>	<b>202 992</b>

(1) Depuis 2016, seules les immobilisations faisant l'objet d'une subvention clairement intitulée "Subvention d'investissement" sont comptabilisées en Subvention d'investissement.

**Note n° 14 :       Amortissements des Autres fonds propres**

<b>Libellé</b>	<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>
Subv. investissements immob. / biens non renouvelables amortissables	13 480 400	1 564 984	202 992
<b>TOTAL</b>	<b>13 480 400</b>	<b>1 564 984</b>	<b>202 992</b>

<b>Solde à la fin de l'exercice</b>
-
24 008 045
<b>24 008 045</b>

notifiée

<b>Solde à la fin de l'exercice</b>
14 842 392
<b>14 842 392</b>

**Note n° 15 : Provisions pour risques et charges**

<b>Situations et mouvements</b> <b>Rubriques</b>	<b>Montant au début de l'exercice</b>	<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>Reprises utilisées</b>	<b>Reprises non utilisées</b>	<b>Montant à la fin de l'exercice</b>
Provisions pour risques (a)	<b>730 333</b>	38 931	-449 730		<b>319 534</b>
Provision pour charges PIDR/Medailles travail AFTRAL	<b>665 237</b>		-90 214	-35 228	<b>539 795</b>
Provisions pour charges PIDR AFT (cf note 16)	<b>1 041 357</b>	110 531			<b>1 151 888</b>
Provisions médailles du travail AFT (cf note 17)	<b>78 097</b>	19 272			<b>97 369</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 515 024</b>	<b>168 734</b>	<b>-539 944</b>	<b>-35 228</b>	<b>2 108 586</b>

(a) valorisation CP au titre des arrêts maladie de 2024 à 2020

Calcul effectué sur le nombre de jours d'arrêts par année et par collaborateur valorisé au dernier salaire chargé connu. Le calcul n'a pas été fait pour les années de 2009 à 2019 du fait de l'évolution du périmètre des collaborateurs AFTRAL - AFT-IFTIM et l'acuel AFT.

**Note n° 16 : Engagements pris en matière de retraite**

Le montant des droits qui sont acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, s'élève à : 1 237 294 euros, charges incluses. Ce montant n'est comptabilisé en provisions qu'à hauteur de 1 151 888 euros. Le différentiel soit 111 K€ résulte de l'application de la méthode du corridor

Cet engagement, calculé suivant la méthode des droits accumulés, pour un départ à l'âge légal, déterminé salarié par salarié en fonction de sa date de naissance, en appliquant, aux droits acquis à la clôture de l'exercice les éléments suivants :

- Table de turn-over du groupe (moyenne des sorties constatées sur les 4 dernières années)
- Table de mortalité (dernière publication INSEE)
- Table d'actualisation de 3,40 % et le taux d'augmentation salarial de 2,50 %.

**Note n° 17 : Engagements pris en matière de médaille du travail**

L'accord d'entreprise appliqué à l'association prévoit l'attribution de médailles du travail qui ont fait l'objet d'une provision dans les comptes à hauteur de 19 272 €.

Cette provision a été constituée sur la base des salariés présents dans l'association à la date de clôture de l'exercice, sous contrat à durée indéterminée; en prenant compte de :

- la probabilité que les salariés atteindront l'ancienneté requise pour l'octroi d'une médaille,
- la table de turn-over du groupe (moyenne des sorties constatées sur les 4 dernières années),
- Table de mortalité (dernière publication INSEE)
- Table d'actualisation de 3,40 % et le taux d'augmentation salarial de 2,50%.

**Note n° 18 : Tableau de répartition du Résultat de l'exercice**

Résultat de l'exercice	Déficit	Excédent
<b>Résultat comptable de l'exercice</b>	-	<b>185 753</b>
– dont part du résultat sur gestion propre		185 753
– dont part du résultat sous contrôle des tiers financeurs		

**Note n° 19 :      Etat des dettes**

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)	-			
Autres emprunts obligataires	-			
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	-			
- à plus de 2 ans à l'origine	-			
Emprunts et dettes financières divers (2)	90 214	90 214		
Avances et acomptes reçus	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 383 943	7 383 943		
Dettes fiscales et sociales	2 540 226	2 540 226		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 438	30 438		
Autres dettes	1 126 617	1 126 617		
Produits constatés d'avance	-	-		
<b>TOTAL</b>	<b>11 171 438</b>	<b>11 171 438</b>		-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

**Note n° 20 : Fonds dédiés – Tableau de suivi**

Situations  Ressources	A l'ouverture de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	A la clôture de
	A	B	C	D=A-B+C
subventions d'exploitation				
Contrib° autres organismes	-	-	-	-
Fonds dédiés Taxe fiscale	37 548 777	37 548 777	40 957 715	40 957 715
<b>TOTAL</b>	<b>37 548 777</b>	<b>37 548 777</b>	<b>40 957 715</b>	<b>40 957 715</b>

*Détail de l'évolution des fonds dédiés :*

Fonds dédiés à l'ouverture de l'exercice	37 548 777
Cumul encaissement Ressource Affectée de l'exercice	62 836 537
<b>Ressource totale disponible sur l'exercice</b>	<b>100 385 314</b>
- Total des emplois décaissés sur l'exercice	-59 427 599
<b>Fonds dédiés reportables sur l'exercice suivant</b>	<b>40 957 715</b>
Dont engagé sur Aide à la personne en cours au 31/12/N	-14 936 279
Dont engagé sur véhicules Educ° Nationale en cours au 31/12/N	-2 864 742
Dont engagé sur véhicules Apprentissage en cours au 31/12/N	-970 000
<b>Fonds dédiés libres d'engagement reportables sur N+1</b>	<b>22 186 694</b>

**Note n° 21 : Fournisseurs et cptes rattachés hors Factures non parvenues**

Libellés	Montant au début de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Fournisseurs y compris fournisseurs d'immobilisations	546 058	582 692

**Note n° 22 : Charges à payer**

Libellés	Montant Brut
Fournisseurs factures non parvenues	6 812 491
Dettes Sociales & Fiscales	2 540 226

**Note n° 23 : Produits constatés d'avance**

Néant

<b>l'exercice</b>
<b>Sur opér° sans mouvnt depuis plus de 2 ans</b>
-
-
-

**C - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT****Note n° 24 : Ventilation des produits d'exploitation**

Ventilation	Montants en €
Cotisations des membres	36 810
Subventions	653 835
Taxe fiscale	62 836 537
Taxe apprentissage	-
Autres produits de gestion	359 034
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	2 161 904
<b>TOTAL</b>	<b>66 048 120</b>

- Principes, règles et méthodes comptables :

> Comme par le passé, la taxe fiscale, est comptabilisée nette des frais de recouvrement et d'assiette du Trésor Public lors de son encaissement et non en fonction des dates d'immatriculations des véhicules.

> Les produits de cotisation sont enregistrés au moment de leur encaissement. Ces cotisations sont sans contrepartie au bénéfice de l'adhérent.

**Note n° 25 : charges et produits financiers**

Les produits financiers sont composés d'une part du montant de distributions obtenus de la SCICFTL, et d'autre part des intérêt de placements réalisés.

**Note n° 26 : Détail des charges exceptionnelles**

Ventilation	Montants en €
- Subventions versées	-
- Charges exceptionnelles de gestion	6 016
- Cessions d'immobilisations corporelles	-
- Charges sur exercices antérieurs	-
- Autres charges exceptionnelles	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 016</b>

**Note n° 27 : Détail des produits exceptionnels**

Ventilation	Montants en €
- Cessions d'immobilisations corporelles	31 633
- Produits exceptionnels de gestion	-
- Produits sur exercices antérieurs	-
- Transfert de charges	-
<b>TOTAL</b>	<b>31 633</b>



## D - AUTRES INFORMATIONS

### Note n° 28 : Liste des transactions avec les parties liées.

Aucun montant n'est à signaler car les transactions sont soit réalisées à des conditions normales de marché, soit exclues du champ d'application des conventions.

### Note n° 29 : Ventilation de l'effectif

Catégories	Personnel salarié
– Hommes	26,0
– Femmes	74,0
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>

### Note N° 30 : Rémunérations des dirigeants

Le montant des rémunérations brutes et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés (tels que définis par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif) n'est pas communiqué car cela reviendrait à divulguer une rémunération individuelle.

### Note N° 31 : Engagements reçus

L'AFT bénéficie d'un droit de reprise sur le versement en Fonds Associatif de 3 048 980 € qu'elle a fait en 1999 au profit de l'AFTRAL en cas de liquidation de cette dernière.

### Note N° 32 : Engagements donnés

Au 31/12/2024, des commandes de 9 porteurs d'instruction, 10 remorques et 5 cars, destinées aux lycées de l'Education Nationale sont en cours pour un montant d'environ 2 865 K€.

Le montant des aides à la personne relatives à des formations en cours au 31/12/2024 et financées sur la Taxe Affectée s'élèvent 14,94 Millions d'Euros.

### Note N° 33 : Commissaire aux comptes

Le montant des honoraires de FORVIS MAZARS, Commissaire aux comptes de l'AFT pour ses prestations de Commissariat aux Comptes s'élève en 2024 à 48,4 K€ TTC.

**A. F. T - BILAN AU 31 DECEMBRE**

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	BRUT	AMT. PROV.	NET	NET
<b><u>ACTIF IMMOBILISE</u></b>				
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b>				
Concessions et droits similaires	1 169 106	1 055 541	113 566	102 000
Sous-total ( 1 )	<b>1 169 106</b>	<b>1 055 541</b>	<b>113 566</b>	<b>102 000</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b>				
Terrains	5 292 000		5 292 000	5 292 000
Constructions & Aménagements	4 644 215	1 270 959	3 373 256	3 544 124
Installations techniques - matériels et outillages	23 019 985	13 912 438	9 107 548	8 708 884
Autres immobilisations	1 238 115	938 509	299 606	365 610
Immobilisations corporelles en cours	10 411		10 411	53 335
Sous-total ( 2 )	<b>34 204 727</b>	<b>16 121 906</b>	<b>18 082 821</b>	<b>17 963 954</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u></b>				
Titres de participation	60 157 142		60 157 142	60 157 142
Avances consolidables				
Autres titres de participation				
Fonds associatif - prêt AFT-FC				
Prêts : construction	742 863		742 863	785 941
Dépôts - cautionnements - autres prêts	5 382		5 382	5 382
Sous-total ( 3 )	<b>60 905 388</b>		<b>60 905 388</b>	<b>60 948 466</b>
<b>TOTAL I ( 1 + 2 + 3 )</b>	<b>96 279 221</b>	<b>17 177 447</b>	<b>79 101 775</b>	<b>79 014 420</b>
<b><u>ACTIF CIRCULANT</u></b>				
Avances et acomptes fournisseurs	21 287		21 287	48 173
Clients et comptes rattachés	59 386		59 386	52 864
Autres créances	283 298	96 000	187 298	311 935
Valeurs mobilières de placement	17 000 000		17 000 000	13 000 000
Disponibilités	42 369 022		42 369 022	42 255 974
<b>TOTAL II</b>	<b>59 732 993</b>	<b>96 000</b>	<b>59 636 993</b>	<b>55 668 947</b>
<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>				
Charges constatées d'avance	218 808		218 808	217 308
<b>TOTAL III</b>	<b>218 808</b>		<b>218 808</b>	<b>217 308</b>
<b>TOTAL ACTIF ( I + II + III )</b>	<b>156 231 022</b>	<b>17 273 447</b>	<b>138 957 575</b>	<b>134 900 675</b>

**A. F. T - BILAN AU 31 DECEMBRE 2**

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b><u>FONDS PROPRES</u></b>		
Réserves	16 236 867	16 236 867
Réserves sur fonds d'investissements	51 808 729	51 808 729
Report à nouveau	7 322 835	7 130 204
Résultat de l'exercice	185 753	192 631
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>75 554 184</b>	<b>75 368 432</b>
Subvent° d'investissements / biens non renouvelables :		
Immobilisations non amortissables	-0	-0
Immobilisations amortissables	9 165 653	8 800 341
<b>TOTAL I</b>	<b>84 719 837</b>	<b>84 168 773</b>
<b><u>FONDS DEDIES</u></b>		
Sur attribution de l'OPCA Transport et Services		
Sur ressources de Taxe fiscale	40 957 715	37 548 777
<b>TOTAL II</b>	<b>40 957 715</b>	<b>37 548 777</b>
<b><u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u></b>		
Provisions pour risques	319 534	730 333
Provisions pour charges PIDR/MDT AFTRAL	539 795	665 237
Provision pour charges PIDR AFT	1 151 888	1 041 357
Provisin pour charges MDT AFT	97 369	78 097
<b>TOTAL III</b>	<b>2 108 586</b>	<b>2 515 024</b>
<b><u>DETTES</u></b>		
Emprunts et dettes auprès des établiss. de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	90 214	47 073
Avances et acomptes clients		
Fournisseurs et comptes rattachés	7 383 943	6 902 623
Dettes fiscales et sociales	2 540 226	2 561 460
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 438	111 539
Autres dettes	1 126 617	1 045 407
<b>TOTAL IV</b>	<b>11 171 437</b>	<b>10 668 101</b>
<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL V</b>		
<b>TOTAL PASSIF ( I + II + III + IV +V)</b>	<b>138 957 575</b>	<b>134 900 675</b>

A. F. T - COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	36 810	34 970
Produits de tiers financeurs :		
Taxe fiscale affectée	62 836 537	62 391 214
Subventions OPCO	52 918	
Subventions d'exploitation	600 917	695 653
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	596 920	162 690
Reprises amortissements sur subventions d'investissements	1 564 984	1 633 871
Utilisation des fonds dédiés	37 548 777	34 326 858
Autres produits :	359 034	295 914
<b>TOTAL (I)</b>	<b>103 596 897</b>	<b>99 541 170</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	5 019 609	4 458 677
Aides financières		
Reversements taxe apprentissage		
Reversements taxe fiscale	49 527 044	50 057 981
Impôts, taxes et versements assimilés	863 948	763 515
Salaires et traitements	5 348 294	4 929 284
Charges sociales	2 436 036	2 322 488
Dotations aux amortissements et provisions :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 843 512	1 928 893
Sur immobilisations : dotations aux provisions pour financement		
Pour risques : dotations aux provisions pour risques	170 809	125 599
Pour charges : dotations aux provisions pour charges		
Sur comptes clients		
Sur avances et acomptes fournisseurs		
Report en fonds dédiées	40 957 715	37 548 777
Autres charges	15 020	55
<b>TOTAL (II)</b>	<b>106 181 986</b>	<b>102 135 268</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-2 585 090</b>	<b>-2 594 098</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations	1 829 696	1 829 696
Autres intérêts et produits assimilés	1 147 163	968 603
Reprises sur provisions éléments financiers		
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL (III)</b>	<b>2 976 859</b>	<b>2 798 299</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées		
Provisions pour dépréciation éléments financiers		
<b>TOTAL (IV)</b>		
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>2 976 859</b>	<b>2 798 299</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>391 769</b>	<b>204 200</b>

A. F. T - COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024 ( suite )

	31/12/2024	31/12/2023
<b><u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u></b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	31 633	160 237
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Autres		
<b>TOTAL (V)</b>	<b>31 633</b>	<b>160 237</b>
<b><u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u></b>		
Sur opérations de gestion	6 016	
Sur opérations en capital		2 023
Dotations aux amortissements et provisions		
<b>TOTAL (VI)</b>	<b>6 016</b>	<b>2 023</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>25 617</b>	<b>158 215</b>
<b><u>INTERESSEMENT DES SALARIES</u></b> (VII)		
<b><u>IMPOT SUR LES SOCIETES 24%</u></b> (VIII)	231 633	169 783
<b>5. SOLDE INTERMEDIAIRE ( I - II + III - IV + V - VI - VII - VIII )</b>	<b>185 753</b>	<b>192 631</b>
<b><u>TOTAL DES PRODUITS</u></b> ( I + III + V )	<b>106 605 389</b>	<b>102 499 706</b>
<b><u>TOTAL DES CHARGES</u></b> ( II + IV + VI + VII + VIII )	<b>106 419 636</b>	<b>102 307 075</b>
<b>6 - RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>185 753</b>	<b>192 631</b>